

Je salue l'appel de quatorze ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne au régime syrien et à ses soutiens russes pour la cessation immédiate des hostilités à Idlib, paru dans *Le Monde* du 27 février.

J'en cite des passages :

- « À Idlib se joue une nouvelle catastrophe humanitaire, l'une des pires d'une crise syrienne qui, en près d'une décennie, en a provoqué d'innombrables. Le régime syrien persiste dans une stratégie de reconquête militaire du pays à n'importe quel prix, quelles qu'en soient les conséquences pour les civils syriens. »
- « Nous ne prendrons jamais à la légère le problème du terrorisme : nous le combattons avec détermination. Mais la lutte contre le terrorisme ne peut pas, ne doit pas, justifier les violations massives du droit international humanitaire auxquelles nous assistons chaque jour dans le nord de la Syrie. »
- « Nous continuerons d'œuvrer en faveur d'une saisine de la Cour pénale internationale. Nous maintiendrons notre engagement, notamment dans le cadre de nos juridictions nationales, pour que les crimes commis en Syrie ne restent pas impunis. Il s'agit notamment de l'emploi d'armes chimiques et des violations des normes les plus fondamentales du droit international. »

Je salue, bien sûr, ce texte. Car il y a urgence. Il s'agit du sort d'un million de civils qui tentent de survivre dans cette région d'Idlib. Il s'agit d'enfants, de femmes et d'hommes massacrés chaque jour.

Oui, la parole de ces quatorze ministres doit être entendue.

Mais comment ne pas penser une fois encore que l'Europe doit se doter de moyens concrets pour peser davantage encore afin de mettre fin à ces drames et à ces tragédies.

Jean-Pierre Sueur

>> [Lire l'appel](#)